



# DÉCLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION  
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES  
OTTAWA - CANADA

70/17

## LE CANADA ET L'ÉLARGISSEMENT DU MARCHÉ COMMUN (I)

Texte d'une déclaration déposé à la Chambre des communes par le ministre de l'Industrie et du Commerce, l'honorable Jean-Luc Pepin, le 1er décembre 1970.

Au nom du Gouvernement et accompagné de fonctionnaires des Affaires extérieures, des Finances et de l'Industrie et du Commerce, je me suis rendu en octobre à Genève, à Londres et à Bruxelles, pour faire valoir les intérêts canadiens face aux négociations en cours sur l'élargissement de la Communauté économique européenne.

A Genève, j'ai rencontré le directeur général du GATT et nous avons examiné ensemble les problèmes actuels du commerce mondial. A Londres, je me suis entretenu longuement avec le premier ministre britannique, M. Heath, et avec trois membres de son Cabinet. A Bruxelles, cinq des huit membres de la Commission de la C.E.E., les représentants permanents des six États membres, les négociateurs britanniques, les ambassadeurs des autres pays candidats à l'adhésion (l'Irlande, le Danemark et la Norvège) ainsi que les ambassadeurs des États-Unis, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande m'ont fait l'honneur de très utiles conversations.

J'ai pu constater que tous mes interlocuteurs désiraient mieux connaître le point de vue du Canada.

### Thèmes principaux

Les discussions portèrent sur quatre thèmes:

1. Nos préoccupations concernant les répercussions négatives de l'élargissement de la C.E.E. sur le commerce du Canada avec le Royaume-Uni et l'Europe occidentale et sur la structure d'ensemble du commerce mondial.
2. Notre conviction que l'existence d'intérêts communs entre le Canada, la Grande-Bretagne et la C.E.E. devrait donner lieu à des arrangements profitables à tous.
3. Notre intention de faire valoir au moment le plus opportun les droits et obligations, découlant d'accords bilatéraux et du GATT, qui seraient affectés par un élargissement de la C.E.E.